

dans tout le monde, tandis qu'en 1898, la prospérité régnait non seulement en Canada, mais aussi dans les autres pays.

Quant au mouvement de la population et la prospérité dont jouit notre pays, je ne suis pas un de ceux qui aient jamais cru qu'il fût désavantageux que quelques-uns des nôtres sortent du pays pour aller partager les chances d'avenir qui existent dans la grande république voisine. Je ne suis aucunement convaincu que cet exode soit une mauvaise chose. Nous avons lieu d'être fiers de nos ci-devant compatriotes qui sont, aujourd'hui, des citoyens distingués à l'étranger. Nous sommes fiers d'avoir donné un président à la première "Banque Nationale de Chicago," et un principal à l'Université Cornell. Nous sommes fiers des jeunes hommes que nous envoyons au dehors et parmi lesquels bon nombre obtiennent des positions responsables dans les pays qu'ils ont adoptés. Je suis par conséquent d'avis que le premier paragraphe de l'adresse en réponse au discours du Trône, en déclarant que l'exode de notre population a presque entièrement cessé, n'a aucun appui sérieux. Je sais, au contraire, que, par exemple, dans ma propre province, le mouvement d'expatriation a été, l'année dernière, considérable, et que ce mouvement se continue encore aujourd'hui. En traversant, l'autre jour, sur le bateau j'ai remarqué deux jeunes hommes qui allaient chercher de l'emploi aux Etats-Unis, bien que la présente saison de l'année ne soit pas encore très favorable aux voyageurs de cette classe. Quelques-uns de mes amis qui s'étaient embarqués sur le bateau à vapeur à destination de Georgetown, m'ont déclaré qu'ils avaient vu une demi douzaine de jeunes ouvriers sur ce bateau, et que ces hommes se rendaient aussi aux Etats-Unis. Il y a, toutefois, cette différence entre l'état de choses qui existait pendant les dernières années et l'état de choses actuel. Lorsque le parti libéral était dans l'opposition, il passait son temps à décrier le pays. Mon honorable ami qui siège vis-à-vis de moi, et ses amis ont rabaisé le pays pendant tout le temps qu'ils ont passé dans l'opposition. Ils exagéraient l'importance de l'exode de notre population. Ils ne voyaient dans tout le pays que ruine et misère, et il n'aurait pas été surprenant que le mouvement d'expatriation eut été plus considérable encore, lorsque les chefs du parti libéral s'efforçaient de persuader à leurs compatriotes qu'il ne restait plus de chances pour eux en Canada s'ils continuaient à l'habiter ; qu'ils étaient écrasés par de mauvaises lois et les

taxes, et que ce qu'ils avaient de mieux à faire était de s'expatrier. Tel fut le cri persistant des honorables chefs de la droite. Mais les circonstances sont maintenant changées et nos amis de la droite ne nous parlent plus de ruine maintenant.

L'honorable M. MILLS (ministre de la Justice) : Vous essayez, maintenant, vous-même, de vous servir du cri que vous nous reprochez.

L'honorable M. FERGUSON : Non, et je suis heureux du changement. Il a mis fin à la pratique suivie par l'un des grands partis politiques du pays de décrier, de rabaisser leur propre pays. Mais une triste réflexion s'impose ici. C'est de voir que, pour rendre loyaux et fidèles envers leur pays les grands chefs de l'un de nos grands partis politiques en Canada, il a été nécessaire de leur confier le pouvoir. Cette réflexion, assurément, n'est pas très flatteuse pour ceux qui la provoquent. Le prix payé pour cette conversion peut être très élevé ; mais un but très louable a été atteint en plaçant les chefs de la droite dans une position qui les empêche de dénoncer et de déprécier leur propre pays.

On a aussi commenté un autre paragraphe très important du discours du Trône, qui se rapporte aux négociations entamées récemment entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis et qui ont duré plus de six mois, dans le but de régler certaines questions pendantes entre les deux pays. Pour ce qui regarde ces négociations je ferai remarquer que le gouvernement actuel a été extrêmement heureux de pouvoir les entreprendre dans des circonstances exceptionnellement favorables au règlement des grandes questions internationales auxquelles je viens de faire allusion. Nous savons ce qui a été fait depuis une couple d'années, plus particulièrement au cours de la dernière année, pour rapprocher les deux membres principaux de la famille anglo-saxonne, pour faire disparaître tous les sujets d'inimitié qui existent entre l'Angleterre et les Etats-Unis. Nous savons tous qu'un grand pas a été fait dans cette direction, et les honorables chefs de la droite qui constituent le gouvernement canadien, ont été singulièrement favorisés par les événements depuis un an, événements qui ont écarté quelques-unes des grandes difficultés qui ont empêché jusqu'à présent d'arriver à un règlement de nos différends internationaux. Mais il y a ici une observation à faire. C'est que les circonstances que nos hommes d'Etat n'ont